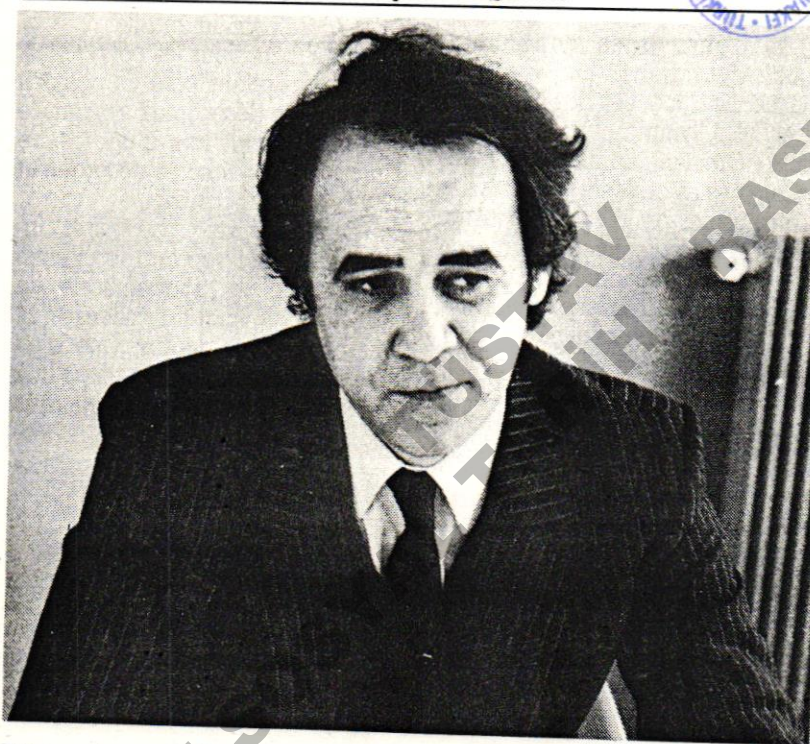


LA REPRESSION, TOUJOURS

La Turquie frappe à la porte de la CEE. Plusieurs centaines d'étudiants arrêtés. Trois nouvelles condamnations à mort à Adana. Dix mille manifestants à Sansun... Quel est le visage réel de la Turquie 1987 ? Silence sur la plupart des médias français ! Avec Kemal Deyssal nous avons voulu combler cette lacune...

Une interview de KEMAL DEYSSAL
membre du bureau de la DISK
Recueillie par LUC QUINAT



Est-ce qu'on peut dire que la situation est redevenue « normale » en Turquie ?

Non. La situation dans la Turquie de 1987 se différencie de celle de 1980, au lendemain du coup d'Etat. Mais on ne peut pas la qualifier de normale. Si c'était le cas, je ne serais plus ici, exilé, privé de ma nationalité turque. Et je ne suis pas le seul.

Les interdits, les arrestations, les tortures continuent. 20 000 personnes (selon les sources officielles, bien plus vraisemblablement) sont encore incarcérées pour des raisons politiques, 500 détenus sont condamnés à mort et attendent l'ul-

time décision du parlement. La répression est toujours aussi féroce envers les Kurdes. Le secrétaire général du parti social-démocrate a pu faire état de 253 disparus dans les prisons – sans doute morts sous la torture... Cette répression ne vise pas simplement la classe ouvrière mais tous les démocrates. D'importants leaders de partis politiques sont interdits d'activité, inculpés, emprisonnés.

Cependant il y a eu des élections. Elles ont mis en place un parlement ?

Oui, c'est un des contrastes par rapport à 1980. Mais il faut

connaître les limites de cette constitution et de ces élections. La constitution votée en 1982 est un frein à la démocratie. C'est au nom de cette constitution quela police a réte encore, torture les travailleurs, occupe les usines en grève. Les élections de novembre 1983 ont été « tronquées ». Des partis, des hommes politiques n'ont pas eu le droit d'y participer. En fait, nous avons un régime parlementaire policier et depuis sept ans il n'y a toujours pas de président de la République élu ! Les choses n'ont donc pas changé fondamentalement mais le pouvoir tente de se donner un nouveau visage. Pour l'extérieur, parce qu'il apparaissait peu fréquentable. Pour l'intérieur afin d'endiguer l'action des travailleurs et de la population.

Ces actions sont nombreuses, importantes ?...

Il ne faut pas en exagérer l'ampleur. Mais c'est un changement très important. Le peuple ne recule plus devant la répression. Lors des arrestations des militants de la DISK en 1980 les réactions avaient été très faibles. (Le climat de peur jouait beaucoup). En décembre dernier à la fin de leur procès, la répression a été considérablement plus élevée. Et même si 264 camarades ont été condamnés jusqu'à quinze ans de prison, la mobilisation a fait qu'aucune peine de mort n'a été prononcée et que plusieurs centaines de militants ont été relâchés.

Depuis 1986 les grèves se sont multipliées : dans les pétroles, les produits pharmaceutiques, le caoutchouc, les chemins de fer, les mines, etc. La plus importante a touché pendant quatre-vingt-trois jours la société canadienne Netad (Télécom). La Turquie de 1987 verra se développer encore ce courant revendicatif.

Qu'est-ce qui est à l'origine de cette mobilisation ?

D'une part l'aspiration à la démocratie et au respect des libertés d'autre part les revendications. Les travailleurs ont subi une perte im-

portante de leur pouvoir d'achat et même souvent une baisse de leur salaire réel.

L'indice des salaires, 100 en 1980 était à 62,3 en 1985. Dans cette période, le salaire horaire d'un ouvrier équivalait respectivement à 4,78 dollars et à 2,5 dollars ! Le revenu national par habitant est tombé de 1 500 à 1 000 dollars. Par contre la dette extérieure est passée de 13 milliards de dollars à 30 milliards et le chômage de 3 millions de personnes à 5,5 millions !

Comment se présente le mouvement syndical ? Que fait la Disk ?

Le tribunal a proclamé la dissolution de la DISK et de ses syndicats, et la confiscation de leurs biens (450 millions de dollars). Seule la centrale Turk-is peut mener son activité. Tout en demandant l'annulation de l'interdit et des condamnations qui frappent la DISK nous pensons qu'il faut tout faire pour développer l'unité des travailleurs et leurs luttes. Dès 1982 nous les avons appelé à être actifs dans les syndicats qui existent. Le procès, le 20^e anniversaire de la DISK en février dernier ont été l'occasion de manifestations de solidarité de la part de nombreuses centrales nationales et internationales : FSM, CISL, CMT, CES... et bien sûr la CGT. Ce 20^e anniversaire a été marqué par une réunion à Istanbul à l'initiative de la CES, et par une importante manifestation de soutien à Hambourg (RFA).

Un dernier mot : pourquoi ce black-out des médias ?

La Turquie, c'est le tremplin des USA dans cette région. Les USA ont toujours soutenu un régime militaire parce qu'ils lui font jouer le rôle de gendarmes du Proche-Orient. Alors il faut minimiser, camoufler tout ce qui se passe. Dans le monde occidental, sous prétexte que la Turquie tient une place stratégique, tous les partis conservateurs ou même sociaux démocrates se taisent et les médias dressent un mur de silence. Il faut casser ce mur afin que l'opinion publique mondiale connaisse la réalité et se manifeste par un puissant mouvement de solidarité.

SUD AFRIQUE

LES RACISTES ONT ENCORE TUÉ

Combien sont-ils ? Six, huit, beaucoup plus ? Comment cela s'est-il passé ? Les versions sont différentes. Mais ce qui est certain c'est que des travailleurs noirs ont été assassinés par la police.

Depuis six semaines les cheminots étaient en grève et la direction avait fixé le 23 avril comme ultimatum pour la reprise du travail. Or, précisément ce 23 avril, selon les sources officielles, la police a dû faire usage de ses armes lors d'affrontements avec les grévistes dans deux centres ferroviaires : six morts. Puis les forces de l'ordre auraient investi le siège de la COSATU à Johannesburg : dégradations, blessés.

Mais selon une information communiquée à l'Organisation internationale des mineurs par la NUM (la fédération des mineurs sud-africains), des travailleurs ont été tués tôt le matin du 23 à Germiston près de Johannesburg. En apprenant cela les cheminots ont décidé de se rendre dans cette localité. En sortant du siège de la COSATU, ils ont été attaqués par la police. Huit d'entre eux ont été tués. Six cents ont été arrêtés (1). Les blessés sont très nombreux. En outre, le ministre des Transports aurait annoncé le licenciement de 16.000 cheminots grévistes.

Des mouvements de grève affectent également les postes (en protestation contre les licenciements et pour des augmentations de salaire), et les mines d'or à la suite du licenciement

de 1 800 personnes sur un effectif de 24 000.

La CGT a fait connaître à la COSATU son entière solidarité. En même temps elle a appelé toutes ses organisations à protester auprès de l'ambassade sud-africaine à Paris (2) et à exiger la libération de tous les syndicalistes emprisonnés.

De son côté le Centre confédéral de la jeunesse a décidé de s'associer à la manifestation du 9 mai à Paris pour exiger la libération de Pierre-André Albertini et de Nelson Mandela.

(1) Selon les sources officielles à la date du 15 avril, 4 244 personnes étaient détenues en vertu de l'état d'urgence. Parmi elles, 1 424 enfants de douze à dix-huit ans dont 219 filles.
(2) 59, quai d'Orsay, Paris 7^e. Tél. : 45.55.92.37.



EN BREF...



ESPAGNE. - A plusieurs reprises ces dernières semaines des grèves ont touché les transports (air, mer, fer). A Reinosa (13 000 habitants), où les usines métallurgiques sont en grève, des affrontements avec la police ont fait soixante blessés.

JAPON. - Les dockers des grands ports de conteneurs sont en grève depuis le 21 avril pour les conditions de travail.

ITALIE. - Vingt-quatre heures de grève (26 avril) dans les chemins de fer. Trafic entièrement paralysé.

Dans le groupe sidérurgique Finsider 14 000 emplois supprimés en trois ans sur un total de 80 000.

BOLIVIE. - Pour l'arrêt des licenciements, grève illimitée des mineurs depuis le 20 avril.

GRANDE-BRETAGNE. - Marche pour le désarmement à Londres (100 000 personnes) le 18 avril.

Les traitements de 900 000 fonctionnaires sont augmentés à dater du 1^{er} avril (2,3, voire 6 points au-dessus du taux d'inflation).

LIBAN. - Grève général le 23 avril à l'appel de la CGTL qui regroupe syndicats et associations professionnelles pour la revalorisation des salaires.

USA. - Manifestation à Washington contre l'agression au Nicaragua et l'apartheid à San Francisco pour le désarmement et l'emploi.